

Article 31 du Règlement

La population comprendra que la route étroite doit être suivie durant un certain temps dans l'intérêt de nos enfants et de nos petits-enfants.

* * *

L'ADJUDICATION DE CONTRATS

LE RESPECT DES NORMES

M. Gilles Rocheleau (Hull—Aylmer): Monsieur le Président, mon intervention concerne l'appel de propositions pour la relocalisation de Transports Canada.

En annonçant l'annulation de l'appel de propositions visant la relocalisation de Transports Canada, le gouvernement Mulroney va à l'encontre, déroge et viole le principe fondamental d'adjudication de contrats et par le fait même met en péril la transparence et l'intégrité de tout ce processus.

Le gouvernement Mulroney a tenté de noyer cet important projet qui n'a aucune conséquence financière dans le présent Budget et n'a sûrement pas considéré l'ampleur de son geste.

C'est pourquoi je demande aujourd'hui au gouvernement Mulroney de renverser sa décision, d'annuler cet appel de propositions en rétablissant le processus d'analyse dans les plus brefs délais.

* * *

[Traduction]

LA PÊCHE DANS LES GRANDS LACS

LA LUTTE CONTRE LA LAMPROIE

M. Girve Fretz (Erie): Monsieur le Président, malgré les efforts de la Commission des Pêcheries et des Grands Lacs, créée en 1955 pour reconstituer les stocks des Grands Lacs, il semble bien que le lamproie de mer continue d'y dévaster la pêche professionnelle et sportive. On prévoit qu'à l'horizon 2 000, la population de lamproie de mer aura doublé. Sans les crédits nécessaires pour lutter contre cet intrus, les stocks de truites et de saumons vont être réduits de moitié. Les dépenses de la pêche sportive vont baisser de 552 millions de dollars par année, les recettes de la pêche professionnelle vont baisser de 135 millions par année et à l'échelle régionale les manques à gagner vont atteindre 1,4 milliard de dollars.

Il est indispensable d'avoir une aide adéquate pour lutter tout de suite contre cette menace, avant que ce triste scénario ne se réalise.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

LA RÉDUCTION DES TROUPES—LES FERMETURES DE BASES

M. Bill Blaikie (Winnipeg Transcona): Monsieur le Président, le Canada consacre un milliard de dollars par année à nos troupes en Europe. Le NPD estime que ce milliard pourrait être dépensé plus utilement, comme d'ailleurs l'avait jugé à l'époque l'ex-ministre de la Défense Eric Nielsen, qui avait cherché sans succès à rapatrier nos troupes en 1985.

Au lieu de vouloir réaliser des économies en réduisant à brève échéance, les effectifs canadiens en Europe de préférence dans le cadre d'une réduction négociée des forces conventionnelles entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie, le gouvernement a préféré saborder l'économie de nombreuses collectivités canadiennes comme Portage-La-Prairie au Manitoba, qui va être durement touchée par la suppression de sa base.

Le gouvernement avait l'occasion de réaliser des économies, de promouvoir la paix et le désarmement en Europe et d'affermir nos forces chez nous. Au contraire, il a préféré anéantir des collectivités canadiennes, affaiblir nos forces sur notre territoire en fermant les yeux sur les possibilités d'une évolution raisonnée et économique en Europe.

Pour terminer, monsieur le Président, le PPCLI est chez lui à la caserne Kapyong de Winnipeg et ne doit pas être muté à Edmonton.

* * *

LE BUDGET

LA COMPRESSION DU BUDGET DE RADIO-CANADA

Mme Sheila Finestone (Mount Royal): Monsieur le Président, encore des propos dénués de sincérité de la part des conservateurs. Sinon, comment expliquer cette étrange logique qui fait que le discours du Trône parle de promouvoir notre identité nationale et culturelle unique, tandis que le budget en sabote le principal véhicule, Radio-Canada, qui subit une réduction massive de 140 millions de dollars.

Les conservateurs sont résolus à démolir Radio-Canada pièce par pièce. L'engagement qu'ils avaient pris a commencé à s'affaiblir sous l'ancien ministre des Communications, avec une réduction de 85 millions de dollars en 1984, suivie d'une autre de 10 millions en 1986. De 1984 à 1989, les conservateurs ont refusé d'accorder assez de fonds pour permettre d'absorber l'inflation, ce qui a occasionné une autre perte de revenu de 15 p. 100; encore 140 millions. En une décennie, le gouvernement